



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Collectif Bassines non merci 86

La préfecture prend l'eau

Le 8 JUIN 2025

A l'appel de plusieurs organisations, 400 manifestant·es se sont réuni·es ce samedi 7 juin pour la défense de l'eau à Poitiers, et ce malgré les pressions de la préfecture et les moyens démesurés déployés pour dissuader cette manifestation (zone interdite à la manifestation, drones, nombreux CRS).

Nous avons partagé un pique-nique offert par des paysan·nes de la Confédération Paysanne 86, rappelant qu'une agriculture sans bassines, destinée à nourrir la population, économe en irrigation, non polluante et partageuse de l'eau est non seulement possible mais nécessaire pour le futur. Puis, à la préfecture, nous avons rappelé que les décisions de gestion de l'eau se prennent bien derrière ses grilles, où le préfet Boulanger joue avec la loi et avec la science, pour satisfaire les exigences de l'agro-industrie. **C'est bien lui qui a le dernier mot, et qui par ses décisions continue d'organiser le pillage des nappes et l'accaparement de l'eau sur le bassin du Clain, en dépit des alertes scientifiques et des revendications de la population !**

Malgré ses dires, il refuse en actes de prendre en compte les conclusions scientifiques de l'étude HMUC : il autorise 6 bassines sur le bassin de la Clouère, et sa proposition d'AUP maintient les volumes de prélèvements agricoles excessifs et prévoit toujours le remplissage d'éventuelles bassines...

La directrice de cabinet venue à la rencontre de quelques·es militant·es nous a proposé une réunion de travail avant la CLE, Commission Locale de l'Eau, du 25 juin, qui doit enfin prendre en compte HMUC pour les paramètres de la gestion de l'eau. **Nous avons pu lui rappeler que de telles discussions ne peuvent se tenir sans socle scientifique solide, et que nous avons encore quelques inquiétudes quant aux acquis du préfet sur la question...** Mais une chose est sûre, par ses prises de parole, et la publication la veille de notre manifestation, exposant sa "doctrine" sur la question de l'eau (<https://www.vienne.gouv.fr/Actualites/Argumentaire-eau>), le préfet prend position pour la pire des solutions : la construction des bassines.

La manifestation s'est ensuite rendue devant le Crédit Agricole, cœur battant de la fuite en avant d'une agro-industrie écocidaire, toujours plus inféodée aux intérêts financiers et spéculatifs, et dont les investissements sont toujours moins destinés à nous nourrir. **La Confédération Paysanne de la Vienne y a donc pris la parole pour rappeler qu'un autre modèle agricole est possible** (et urgent), loin des politiques actuellement mises en œuvre au détriment des besoins de la très grande majorité des agriculteur·ices.

À ce sujet, au vu du communiqué délirant de l'avant-veille par la présidence (Coordination Rurale) de la Chambre d'Agriculture de la Vienne qui cherche visiblement à mettre de l'huile sur le feu, la Confédération Paysanne est profondément inquiète de telles manipulations, aussi grotesques soient-elles, visant à faire croire aux agriculteur·ices du département que leurs fermes ou leurs familles seraient menacées de dégradations par les militant·es anti-bassines... alors que si leurs fermes sont véritablement menacées, déjà disparues, en cours de disparition, ou de retour au métayage, c'est bien du fait des politiques agro-industrielles contre lesquelles nous ne cessons de lutter.

La Confédération Paysanne a donc eu l'occasion de le marteler une fois encore : oui, l'agriculture – toute l'agriculture – a besoin d'eau. Non, le stockage dans des bassines au profit d'une poignée d'irrigant·es n'est aucunement une solution, encore moins si c'est destiné à engraisser des fonds spéculatifs, ou à remplir des méthaniseurs. Et ces réserves d'eau accorderont un privilège à une caste d'agriculteurs bénéficiaires ! (mécaniquement, les prélèvements habituels accordés au reste des agriculteurs seront drastiquement réduits). Inquiets également de la baisse de qualité de l'eau, du fait des usages phytosanitaires, les paysan·nes ont appelé à une juste répartition de l'eau entre les agriculteur·ices, au plafonnement des volumes accordés aux fermes, à des financements pour transformer les pratiques agricoles, par la recherche, par l'expérimentation, par l'installation.

Ce que nous exigeons du préfet

Ni le préfet, ni la directrice de cabinet n'ont pris la peine d'écouter nos positions, que nous étions venu·es rappeler : nous attendons donc que le préfet respecte les conclusions d'HMUC concernant les seuils des nappes, qu'il prenne en compte les faits scientifiques pour rédiger ses arrêtés.

Que les instances de concertation sur la gestion de l'eau, démocratiques selon l'Etat, le soient réellement. Le noyautage par des lobby agro-industriels, comme le démontre le rapport de Greenpeace "Démocratie à sec" doit cesser: ceci passe par des changements dans la composition de la Commission Locale de l'Eau et un encadrement officiel des conflits d'intérêts.

Le juste partage de l'eau passe aussi par l'arrêt complet des projets de bassine dans le bassin du Clain, quelque soit leur taille et leurs usages ! Les solutions existent et devraient concentrer les moyens de l'État : le financement de la restauration des bassins-versants et l'accompagnement des agriculteur·ices dans la construction de modèles vertueux.

Ce ne sont pas des négociations que nous proposons mais bien le point de départ MINIMUM pour débuter tout travail sérieux et sincère sur la gestion de l'eau et son partage.

Rappelons pour l'heure qu'AUCUNE bassine prévue dans le bassin du Clain n'a vu le jour. C'est une victoire mais nous restons mobilisé·es : le prochain risque de démarrage de chantier est pour le 1er septembre 2025. Nous restons vigilant.es et nous nous mobiliserons nationalement pour empêcher une telle construction.

No bassaran !



**CONTACT
PRESSE**

contactbnm86@protonmail.com